

CALACS
CHÂTEAUGUAY
Centre d'Aide et de Lutte contre
les Agressions à Caractère Sexuel

Châteauguay, le 25 janvier 2016

Objet : recommandations pour la nouvelle politique Ensemble pour l'égalité entre les femmes et les hommes du gouvernement du Québec.

Le Centre d'Aide et de Lutte contre les Agressions à Caractère Sexuel (CALACS) Châteauguay travaille sans relâche depuis plus de 35 ans à enrayer la problématique de la violence sexuelle vécue par les femmes et les filles de notre territoire. Notre ressource offre une multitude de services et d'activités telles que l'intervention auprès des femmes de 12 ans et plus et leurs proches, des rencontres d'éducation-sensibilisation dans différents milieux (scolaire, public, judiciaire et médical) et enfin, la défense des droits des femmes qui ont été agressées sexuellement.

Dans le cadre de la consultation pour la nouvelle politique pour l'égalité entre les hommes et les femmes, nous croyons qu'il est important de soulever différentes problématiques concernant la violence sexuelle auxquelles nous sommes confrontées comme société. De ce fait, le Regroupement Québécois des CALACS (RQCALACS), dont nous sommes membres, a rédigé le mémoire *Mettre fin à la violence sexuelle au nom d'une réelle égalité entre les sexes* duquel nous aimerions mettre en lumière son analyse sociale et certaines recommandations qui touchent les rapports d'inégalité.

Les agressions à caractère sexuel et l'exploitation sexuelle résultent d'une discrimination basée sur le sexe et elles constituent une violence qui empêche sérieusement les femmes de bénéficier de leurs droits et libertés au même titre que les hommes. Notre société, encore teintée de stéréotypes tant masculins que féminins, engendre des rapports d'inégalité entre les hommes et les femmes. Ces rapports inégaux se trouvent à la source de la violence sexuelle sous toutes ses formes. L'analyse sociale recadre cette violence en tant que problématique de société plutôt que de l'aborder comme un problème individuel.

La violence sexuelle représente une problématique de société dont l'ampleur et la complexité sont difficiles à envisager. Elle traverse tous les contextes de vie des femmes. En outre, la violence sexuelle touche les femmes de tous les âges, de toutes classes, origines, orientations sexuelles ou autres conditions: des réfugiées ont vécu des agressions à caractère sexuel en temps de guerre; des femmes handicapées ont dû supporter des attouchements par des préposés ou des proches aidants; des femmes autochtones ont été victimes de traite ou d'exploitation sexuelle. Ces crimes à la fois sexistes et homophobes envoient un message à toutes les femmes. Même si elles ne subissent pas directement la violence, la seule éventualité de la subir suffit souvent à restreindre leur autonomie et leur liberté.

Nous croyons que l'analyse sociale ainsi que l'asymétrie de la violence sexuelle doivent être inhérentes aux orientations et à la vision du gouvernement dans toutes politiques et/ou plans d'action afin d'atteindre l'égalité entre les femmes et les hommes.

Du même fait, nous croyons que « la vision de l'égalité est intimement liée à la notion de la discrimination systémique, qu'il convient de définir : La discrimination systémique s'inscrit dans les règles, les pratiques, les schèmes culturels et les méthodes utilisées dans un milieu donné. Sans qu'il n'y ait nécessairement intention ou conscience de discriminer, ces façons de faire ont pour effet de pénaliser un groupe social, ici les femmes »¹.

Considérant la violence sexuelle comme une problématique sociale transversale qui s'inscrit dans un continuum de la violence contre les femmes et qui est liée à divers phénomènes sociaux, nous aimerions mettre en lumière **certaines recommandations**, en termes de priorités d'action en ce qui a trait à l'intégrité et la sécurité des femmes :

- Que le gouvernement remette de l'avant l'analyse sociale de la problématique de la violence sexuelle dans leurs orientations et plan d'action; dans cet esprit, qu'il tienne compte de l'aspect genré de la violence dans sa définition des agressions à caractère sexuel, en mentionnant que ces crimes sont « principalement commis par des hommes envers des femmes et des enfants », que cette violence n'est donc pas symétrique;
- Que le gouvernement du Québec remette de l'avant les *Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle* et que l'approche intersectionnelle soit intégrée par davantage de mesures spécifiques d'accessibilité aux services prenant en compte les réalités particulières des femmes de la diversité (immigrantes, réfugiées, handicapées, âgées, de la diversité sexuelle) et des femmes autochtones;
- Que le gouvernement réinvestisse dans une campagne de sensibilisation grand public pour : promouvoir l'égalité entre les sexes, sensibiliser sur les agressions sexuelles,

¹ Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2007-2017, p.27

contrer les mythes et les préjugés et changer les comportements. Cette campagne doit mettre en lumière la diversité des femmes du Québec et permettre de s'attaquer aux stéréotypes et aux préjugés favorisant la stigmatisation de certains groupes sociaux;

- Que cette campagne se déploie dans les médias traditionnels (TV et presse écrite), dans les médias communautaires compte tenu de leur rôle clé dans la diffusion au sein des différentes communautés culturelles et des communautés autochtones, ainsi dans les médias sociaux pour s'adresser aux jeunes. De plus, la campagne doit être accessible en différentes langues;
- Que la prochaine campagne de sensibilisation pour la promotion de modèles et de rapport sociaux égalitaires :
 - Tienne compte des divers systèmes d'oppression vécue par les femmes;
 - Fasse des liens entre les inégalités entre les femmes et les hommes et la violence faite aux femmes;
 - Stipule que la violence faite aux femmes envoie un message de peur à toutes les femmes et les empêche d'exercer pleinement leurs droits, qu'elles en soient directement victime ou non;
 - Mette en lumière le fait que la violence est un déterminant important de la santé physique et psychologique des femmes et qu'elle engendre des coûts sociaux importants;
- Que les cours d'éducation sexuelle ainsi que les activités de prévention et de sensibilisation en milieu scolaire en général adoptent des stratégies continues en débutant dès le primaire; que ces cours et activités encouragent la non-violence, l'estime de soi et les rapports égalitaires dans une perspective intersectionnelle, et qu'ils-elles permettent de développer l'esprit critique des jeunes face à une société hypersexualisée. Que ces cours d'éducation sexuelle soient enseignés par des intervenantEs spécialiséEs en la matière;
- Que les programmes de prévention et de sensibilisation auprès des jeunes développés par les CALACS et éprouvés depuis de nombreuses années soient reconnus par le milieu de l'éducation, et qu'on en fasse la promotion auprès de tous les acteurs du milieu scolaire;
- Que l'expérience et la contribution des femmes de la diversité et des femmes autochtones soient reconnues et intégrées au niveau des activités de prévention et de sensibilisation, afin de s'attaquer aux stéréotypes et aux tabous reliés à ces groupes sociaux;

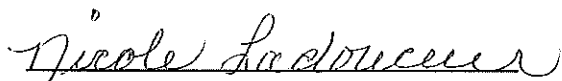
- Que le gouvernement interpelle les CALACS en tant que ressources spécialisées et qu'il fasse appel à leur expertise notamment dans l'élaboration de la campagne de sensibilisation, du nouveau programme d'éducation sexuelle et d'un programme de formation tel que celui destiné aux intervenantEs du milieu;
- Que le ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport (MELS) soit sensibilisé aux besoins de prévention dans les écoles spécialisées auprès des élèves en situation de handicap;
- Que le gouvernement investisse suffisamment dans le système judiciaire afin d'agir sur les facteurs qui rendent difficile la dénonciation de ce crime (faible taux de rétention, délais trop longs, revictimisation par le contre-interrogatoire, manque de sensibilité des intervenantEs dans le système, faiblesse des sentences ainsi que la perpétuité des mythes et des préjugés envers les victimes d'agressions sexuelles), ce qui pourrait avoir une incidence positive sur le taux de dénonciation;
- Que suite aux nouvelles dispositions du Code criminel sur la prostitution, et attendu que l'exploitation sexuelle sous toutes ses formes soit reconnue comme faisant partie du continuum de la violence sexuelle faite aux femmes, il est impératif que le gouvernement élabore un **plan d'action contre la traite et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants**. Que les ministères concernés - Justice et Sécurité - assument leurs responsabilités en lien avec les nouvelles dispositions du Code criminel. Et que le ministère de la Santé et des Services sociaux déploie du soutien financier aux organismes venant en aide aux femmes qui veulent quitter le milieu de la prostitution, via le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC);
- Que le gouvernement valorise et priorise l'expertise des groupes de femmes et des groupes travaillant avec les femmes victimes de violence lorsque des fonds en égalité sont déployés pour des appels de projets, malgré l'abolition des ententes en matière d'égalité pour les femmes, reconnaissant par le fait même l'asymétrie de la violence;
- Que le gouvernement continue de soutenir les organismes communautaires qui interviennent auprès des femmes victimes de violence en assurant un financement adéquat et adapté aux besoins et réalités de ces groupes.

Il s'avère incontournable que des mesures soient mises en place pour sensibiliser la population aux questions liées à l'égalité entre les hommes et les femmes. Comme la source de la violence faite aux femmes se trouve dans les inégalités, il est essentiel de continuer à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et de lutter contre les discriminations de tout ordre en ayant « pour but ultime d'éliminer les rapports de pouvoir et de domination à l'endroit des femmes et des enfants, lesquels sont à l'origine d'un grand

nombre d'agressions sexuelles »². La lutte contre la violence faite aux femmes exige des actions diversifiées d'aide, de prévention et de lutte et constitue pour nous l'action prioritaire pour l'atteinte de l'égalité entre les sexes.

Les agressions sexuelles brisent des vies. Ensemble, réagissons!

Bien à vous,



Nicole Ladouceur

Intervenante sociale

Au nom du CALACS Châteauguay

C.P. 47030

Châteauguay QC

450 699-8258

² Gouvernement du Québec, *Orientations gouvernementales en matière d'agression sexuelle*, 2001, p12.